

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1925.

Projet de loi

**réglant à titre définitif les statuts des cantons d'Eupen,
de Malmédy et de Saint-Vith (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. SINZOT.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis à vos délibérations tend à mettre fin aux pouvoirs extraordinaires conférés par la loi du 15 septembre 1919 au Haut Commissaire du Roi dans les territoires d'Eupen, Malmédy et de Saint-Vith, rattachés à la Belgique par le traité de Versailles.

L'heure est venue d'incorporer à la patrie belge les territoires rédimés, et de leur donner un statut définitif.

Cela ne peut se faire cependant, sans que hommage soit rendu à M. le Lieutenant Général Baltia, Haut Commissaire du Roi, Gouverneur d'Eupen-Malmédy pour la belle œuvre qu'il a accomplie, dans des circonstances parfois délicates.

Aux termes de l'article 34 du traité de Versailles les cercles (Kreise) d'Eupen et Malmédy sont définitivement acquis à la Belgique. Comme le fait justement remarquer l'exposé des motifs, toute raison d'un régime transitoire a disparu, puisque le délai de deux ans, à dater du transfert de souveraineté à la Belgique, et pendant lequel les ressortissants allemands âgés de 18 ans pouvaient encore opter pour la nationalité allemande, ce délai est expiré depuis le 20 septembre 1922.

(1) Projet de loi, n° 370 (1923-1924).

(2) La Section centrale présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. David, Brusemans, Van Belle, Sinzot, Fischer et Winandy.

Les limites des territoires ainsi rattachés à la Belgique ont été fixées par la commission internationale, prévue par l'article 35 du traité de Versailles.

Cependant le projet de loi, dans son article 3, détermine les limites entre la Belgique et le Reich Allemand.

Au point de vue juridique, ce nous paraît être une superfétation. L'article 35 du traité de Versailles est devenu pour nous une loi à raison de la loi belge du 15 septembre qui le ratifie.

Or, il prévoyait son mode d'exécution :

« Art. 35. Une commission composée de sept membres, dont cinq seront
» nommés par les principales Puissances alliées et associées, un par l'Allemagne
» et un par la Belgique, sera constituée quinze jours après la mise en vigueur du
» présent Traité pour fixer sur place la nouvelle ligne-frontière entre la Belgique
» et l'Allemagne, en tenant compte de la situation économique et des voies de
» communication.

» Les décisions seront prises à la majorité des voix et seront obligatoires pour
» les parties intéressées ».

Sans doute l'exposé des motifs invoque l'article 68 de la constitution. On y répondra aisément que les termes « en vertu d'une loi » indiquent nettement que le législateur doit se prononcer sur le principe de l'adjonction de territoires et que ce principe était acquis par la ratification du traité de Versailles, devenu loi belge.

Et dans l'ordre pratique, reconnaissons que l'adjonction de territoires est faite depuis longtemps.

Quod abundat non nocet !

. * .

Le premier problème qui se pose est celui de l'organisation judiciaire et administrative.

Et ce qui préoccupe surtout les Belges des territoires rédimés, c'est leur désir de participer à la vie politique du pays qui les accueille.

Diverses solutions ont été envisagées.

D'aucuns voudraient la constitution des trois cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, en un seul arrondissement.

D'autres préféreraient, que l'on réunit chacun des trois cantons à une province belge : Eupen à la province de Limbourg, Malmédy à la province de Liège et Saint-Vith à la province de Luxembourg.

Par délibération du 29 août 1924, le conseil communal de Malmédy demandait le rattachement de toute la partie Wallonne à Verviers, si le projet d'arrondissement distinct n'aboutissait pas. Et le Conseil de Saint-Vith, en date du 9 août 1924, aussi bien que l'Assemblée populaire des habitants de la commune d'Amblève, émettait par les mêmes conditions — le vœu que Saint-Vith fût rattaché à la province de Luxembourg.

Le projet gouvernemental par son article 8, incorpore les trois cantons dans l'arrondissement administratif de Verviers, les intégrant ainsi dans la province de Liège.

Il prévoit cependant, à raison des problèmes divers qui peuvent se poser et de la période d'assimilation, une mesure transitoire : le gouvernement peut nommer pour les cantons d'Eupen, Malmédy, un ou plusieurs adjoints au commissaire d'arrondissement pour l'administration des communes de ces cantons, mais il pourra mettre fin à leur mission quand il le jugera utile.

Cette mesure nous paraît concilier les nécessités d'une administration sous une autorité unique, avec l'intérêt des populations rédimées et leur souci des traditions.

L'article 4 et l'article 5 établissent la topographie des trois cantons et déterminent leur division en communes.

Ces divisions administratives étant bien nettes, l'exposé des motifs annonce un projet de loi spécial, en vertu duquel le nombre des représentants à élire pour l'arrondissement de Verviers sera augmenté d'une unité. Cet arrondissement élira donc six députés.

Ce même projet fixera le nombre de conseillers provinciaux qui seront élus par les trois cantons.

Telles sont les réformes proposées et qui doivent aboutir à très bref délai.

Nous comprenons le désir des populations rédimées d'exercer leur droit de choisir leurs mandataires et de participer à la vie politique de la Belgique.

Ce serait, nous semble-t-il, une grave erreur de retarder cette fusion complète de trois cantons avec la grande patrie.

PREMIÈRE PARTIE.

L'organisation judiciaire soulève quelques problèmes très délicats. Il faut distinguer :

- a) Le tribunal de première instance;
- b) Les justices de baillage.

A. L'opinion générale — si nous en croyons les documents et résolutions divers qui nous ont été communiqués — souhaite sans aucune discussion, l'institution d'un tribunal de première instance pour les trois cantons.

Des associations, divers conseils communaux désirent que ce tribunal soit installé à Malmédy : d'autres n'ont pas de préférence; enfin, avec le conseil communal d'Eupen (délibération du 19 septembre 1924) M. de Nys, juge de baillage à Eupen, estime que le tribunal doit être établi à Eupen.

Citons ce résumé qui nous a été communiqué du rapport de M. de Nys.

1° — NÉCESSITÉ D'UN TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE POUR LES TROIS CANTONS.

Cette revendication n'a aucun caractère germanophile ou irrédentiste et ne procède aucunement d'une tendance à s'isoler, preuves :

Justifications de cette revendication.

1. Langue : sur trente communes, il n'y en a que six de langue française, mais tous y parlent et y comprennent l'allemand.

2. Difficultés auxquelles se heurte l'inculpé qui doit se rendre à Verviers : voyage — difficulté de l'instruction devant des magistrats ignorant la langue

allemande —, choix des avocats, difficultés pour les avocats de Verviers de s'assimiler la législation allemande — appréhensions et erreurs des plaideurs, — préventions contre des juges de Verviers et manque de confiance.

3. Difficultés de composition d'une chambre allemande à Verviers — Récusations, empêchements, roulement, tous les juges ne comprendront pas aussi bien l'allemand, etc. — Le juge des enfants de Verviers ne pourra exercer ses fonctions à Eupen, à raison de l'absence de relations avec la population.

4. Cette mesure ne mettrait pas obstacle à la compression des dépenses : locaux existent — frais seraient répartis entre les communes.

Greffiers existent — juges de bailliages de Malmédy et de Saint-Vith pourraient être membres de ce tribunal. A Malmédy et Eupen, riches bibliothèques d'ouvrages juridiques — ministère public et juges d'instruction pourraient être choisis à Verviers. Les prisons existent.

5. Nombre des affaires nécessite la création d'un tribunal :

De septembre 1923 à septembre 1924, on a introduit à Eupen, Malmédy et Saint-Vith, 524 affaires, dont l'objet était supérieur à 600 francs, sans compter celles qui ont été introduites à Verviers.

2° SIÈGE A EUPEN.

Motifs : Ville la plus importante, la plus commerciale et la plus industrielle, donc procès plus nombreux et plus importants qu'à Malmédy et St-Vith, population agricole. Grâce à son hinterland (Verviers et Aix-la-Chapelle) Eupen s'étendra et sera appelé à prospérer ; Malmédy n'a pas d'hinterland. Distance de Malmédy et de St-Vith à Eupen est la même que s'ils devaient aller à Verviers ; d'ailleurs auparavant ils devaient aller à Aix-la-Chapelle.

Signalons cependant que M. le Juge du baillage de Malmédy a préconisé la création d'une chambre allemande au tribunal de Verviers, à laquelle les juges du baillage siègeraient comme assesseurs, tout en conservant leurs fonctions de juge de paix.

Et il invoquait des raisons d'ordre pratique : le nombre restreint des affaires, le transport des détenus, le temps perdu pour les avocats du barreau de Verviers, seul compétent.

L'article 7 du projet de loi rattache les cantons judiciaires d'Eupen, Malmédy et de St-Vith à l'arrondissement judiciaire de Verviers.

La raison en est que les magistrats du tribunal de Verviers ont pu se mettre au courant de la législation locale pendant plusieurs années. D'autre part des difficultés doivent survenir lorsqu'il s'agira de substituer le droit belge au droit existant.

Disons cependant que le régime judiciaire tel qu'il est organisé par l'article 7 nous paraît fort sommaire et ne tient guère compte des desiderata de la population.

Il ne faut pas négliger que le projet contient toute une série de dispositions sur l'emploi des langues dans la procédure : et si elles sont respectées, elles doivent amener la constitution d'une chambre de langue allemande au tribunal de Verviers.

La procédure, par interprète, est détestable tant pour la Société qui accuse que pour le prévenu qui se défend.

La vraie solution ne serait-elle pas la création auprès du tribunal de Verviers d'une chambre allemande siégeant au correctionnel et au civil, Le petit nombre d'affaires (voir avis du juge de bailliage de Malmédy) permet d'accorder à une chambre unique les deux juridictions.

Elle dépendrait du tribunal de Verviers. Le président de ce tribunal aurait compétence pour renvoyer devant cette chambre toutes les affaires civiles qui devraient étre jugées en langue allemande. Le Parquet agirait de même pour les affaires pénales.

Cette chambre itinérante siégerait à Eupen et à Malmédy. Et, de cette manière, on accorderait, semble-t-il, l'unité de juridiction pour l'arrondissement, et la décentralisation judiciaire qui est le vœu des populations redimées.

B — Les tribunaux de bailliage jugeaient en premier degré dans chacun des trois cantons, Ceux-ci sont assez étendus. Eupen compte 593 hectares ; Malmédy 36.414, et Saint-Vith 41,415. Le Gouvernement s'est cependant décidé à substituer purement et simplement des justices de paix à ces tribunaux de bailliage. Il se base sur le bon fonctionnement de ces tribunaux jusqu'ores. Et si, chez nous, il est question, de plus en plus, de supprimer des justices de paix pour élargir la juridiction de celles qui subsisteraient, ce n'est pas l'heure, semble-t-il, de bouleverser l'organisation judiciaire des trois cantons. Le juge de paix prendra la place du juge de bailliage et la justice suivra son cours comme auparavant.

Mais le projet de loi qui se préoccupe plus loin de tribunaux de police, ne les institue en aucune disposition. La Section centrale estime donc qu'il faut ajouter à l'article 6, alinéa 2, le texte suivant : « Ils exerceront les fonctions de juge de police conformément au titre premier, chapitre premier du Code d'instruction criminelle »,

Le projet de loi ajoute à ces règles générales de procédure une disposition spéciale relative aux « Auktionatoren » : Il s'agit d'une institution de droit allemand qui reconnaît à des officiers ministériels spéciaux le droit de procéder à des ventes publiques mobilières.

Ceci nous paraît dépendre de la règle générale — qui doit dominer tout le projet — du respect des droits acquis.

Le Gouvernement a voulu éviter toute équivoque et il précise la compétence de ces commissaires priseurs. Elle se limite aux ventes publiques d'objets mobiliers, Et, bien qu'ils échappent à la juridiction disciplinaire de la chambre des huissiers, ils ont les mêmes obligations que ceux-ci : notamment celle de tenir des répertoires. D'autres part, comme pour les huissiers, leurs honoraires sont fixés par la loi.

Signalons, cependant, que le droit prévu à l'article 10 ne peut étre reconnu qu'aux « Auktionatoren » qui ont éte maintenus en fonction par l'arrêté du Haut Commissaire du Roi, en date du 26 juillet 1923.

Les habitants des nouveaux territoires belges se sont beaucoup préoccupés de l'établissement d'une conservation des hypothèques.

Les divergences surgissent lorsqu'il s'agit d'en établir le siège.

Signalons les arguments en faveur de Malmédy. Par délibération en date du 29 août 1924, le Conseil communal de cette ville faisait valoir : que Malmédy est au centre des trois cantons ; que la propriété est plus morcelée dans les cantons de Malmédy et de Saint-Vith que dans le canton d'Eupen ; que la population de ces cantons et leur superficie est plus considérable que celles d'Eupen ; enfin que le nombre d'acte est de 3.000 pour ces deux cantons et seulement de 1.250 pour Eupen.

Un rapport très intéressant de M. le notaire Muylle indiquait, comme motif d'ordre pratique que le receveur de l'enregistrement et des domaines de Malmédy connaissait très bien la matière.

D'autre part, le conseil communal d'Eupen (délibération du 19 septembre 1924) invoque une sorte de droit acquis ; les salles spacieuses du tribunal de bailliage où sont déposées toutes les archives du « Grundbuch ».

M. de Nys, juge du bailliage, à Eupen, confirmait cet avis en donnant cet argument que durant la période du 1^{er} septembre 1923 au 1^{er} septembre 1924, il y a eu 701 inscriptions hypothécaires à Eupen contre 344 à Malmédy et 197 à Saint-Vith.

La Section centrale a estimé que l'intérêt des populations, s'accordait mieux avec une conservation fixée à Malmédy. Les communications sont plus faciles, et il semble bien que l'organisation y soit toute prête.

DEUXIÈME PARTIE.

Cette partie du projet de loi traite des dispositions relatives à l'introduction des lois civiles et commerciales.

Nous pensons qu'il ne faut traiter de ce problème qu'avec une prudence extrême. La notion des droits acquis se pose avec beaucoup d'acuité : nous n'en voulons pour preuve que ces observations de l'exposé des motifs :

« L'introduction du Code civil belge dans les territoires d'Eupen-Malmédy se » fera nécessairement ainsi qu'il l'a été rappelé dans l'exposé général qui pré- » cède, sous l'empire des principes qui régissent, dans tous les pays, l'effet des » changements que le législateur apporte à la législation existante.

» Il n'en sera autrement qu'autant que la loi d'introduction aura dérogé à ces » principes.

» D'une manière générale, le principe de la non rétroactivité des lois suffira » pour éviter, dans l'application de la loi nouvelle, toute conséquence injuste ou » dommageable, et la loi ne doit intervenir qu'exceptionnellement par voie de » dispositions transitoires.

» La question de savoir s'il y a droit acquis auquel le changement de législa- » tion ne peut porter préjudice, dépendra, s'il s'agit d'un droit contractuel, de la » date des actes de contrat. »

Et des difficultés surgiront lorsqu'il s'agira de rechercher si un acte est antérieur à la mise en vigueur des lois belges. L'article 2 du projet en est un exemple et le plus beau nid à procès que Chicaneau ait pu rêver.

Nous proposons donc, formellement, que toute la deuxième partie soit disjointe du projet et renvoyée à la Commission de la Justice, à raison du caractère spécial des réformes proposées et de leurs conséquences.

Il faudra donc intercaler à l'article 2 du projet, après les mots : les lois belges, cette résolution : « sauf en ce qui concerne les lois civiles et communales ».

TROISIÈME PARTIE.

Cette partie du projet vise l'introduction des lois spéciales sur l'emploi des langues, la chasse et la pêche, les mesures de séquestre et de liquidation des biens des ressortissants allemands, les pensions militaires, les obligations militaires, la loi communale, les lois relatives à la perception de certains droits au profit de l'État.

1. L'emploi des langues.

On peut résumer le système du projet de loi à ces deux règles, en ce qui concerne les procès-verbaux :

a) Dans les cantons d'Eupen et de Saint-Vith, aussi bien que dans les communes énumérées à l'article 96, Büllingen, Bütgenbach, Elsenborn, et Rocherath, bilinguisme franco-allemand :

b) Dans le reste du canton de Malmédy, la langue française sera seule employée.

Cependant, dans les cantons d'Eupen et de Saint-Vith, et dans les communes désignées plus haut, les déclarations devront être relatées dans les deux langues ; et les procès-verbaux devront indiquer dans quelle langue les déclarations ont été faites.

Devant les tribunaux de police d'Eupen et de Saint-Vith, la procédure sera faite en allemand et le jugement sera rendu de même, mais l'inculpé a le droit de réclamer à tout instant la procédure française ; cette interprétation nous paraît résulter du contexte ; en effet, l'article 97, qui établit le principe de la procédure en langue française devant le tribunal de police de Malmédy, autorise l'inculpé — nous préférons le prévenu — à demander l'usage de la langue allemande sous la double condition qu'il soit Belge et qu'il introduise la demande avant tout débat au fond.

Il n'impose, au contraire, aucune condition en ce qui concerne la procédure française devant les cantons d'Eupen et de Saint-Vith. Devant le tribunal de première instance siégeant au répressif les règles sont légèrement modifiées.

En principe donc, dans le canton de Malmédy, la procédure est faite en langue française : cependant le prévenu pourra demander qu'il soit fait usage de la langue allemande à condition qu'il soit Belge et qu'il introduise la demande avant tout débat au fond.

Pour qu'il n'y ait pas d'erreur sur le sens de l'article 98 qui renvoie à l'article précédent alinéa 3, alors que cet article est tout d'une venue, il faudra modifier la forme typographique de l'article 97.

L'article 98 apporte deux restrictions à la règle : s'il s'agit d'une instruction, l'inculpé devra demander l'usage de la langue allemande lors de son premier interrogatoire : et lorsque le tribunal de Verviers agit comme juge d'appel des tribunaux de police, la procédure doit se faire dans la langue dans laquelle le jugement a été

rendu. Cependant, même en appel, l'inculpé peut à tout moment demander la procédure en langue française.

La chambre allemande du tribunal de Verviers qui siégerait à Eupen, aurait à suivre les mêmes règles.

L'article 99 consacre le droit pour l'inculpé de présenter sa défense en langue française; dans ce cas le ministère public fera son réquisitoire en français et le résumera en langue allemande; la partie civile fera plaider en français.

S'il y a plusieurs inculpés, il sera fait usage de la langue qui aura été choisie par la majorité des inculpés; en cas de parité ce sera la langue française qui sera employée.

Mais l'article 100 contient une dérogation importante et à certains égards dangereuse. « Le tribunal pourra toutefois, par décision motivée, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, déroger à la règle énoncée à l'alinéa précédent ».

Quelles seront ces circonstances exceptionnelles? On les imagine difficilement. Et quel recours sera ouvert contre cette décision qui se borne à fixer l'emploi de la langue?

La Section centrale propose donc l'abrogation de l'alinéa 2 de l'article 100. Un membre de la Section centrale a émis le vœu qu'il fût tenu compte de la langue flamande dans les dispositions relatives à l'emploi des langues dans ces cantons rédimés. La Section a estimé que c'était compliquer le problème qui lui est soumis.

Le projet de loi ne contient aucune disposition relative à la procédure devant la Cour d'Assises.

Comment va-t-elle être organisée?

Devant le juge d'instruction l'inculpé peut demander la procédure allemande, et pourra présenter sa défense en allemand, soit à raison de sa détention préventive, soit devant la chambre du conseil qui statue sur la prise de corps. Mais à partir de cette ordonnance prévue par l'article 134 (et non pas 135, comme le dit l'exposé des motifs) la procédure se fera en langue française.

Les articles 101 et 104 prévoient diverses autres mesures d'application.

L'article 105 régit l'emploi de l'allemand en matière administrative.

II. — *Lois sur la chasse et la pêche.*

Le projet de loi prévoit le maintien du droit local en matière de chasse et de pêche jusqu'au 31 mars 1926.

Comme l'exposé des motifs le fait remarquer, ce droit local ne considère pas la chasse et la pêche comme objets de droits individuels, déterminés à raison du territoire et dépendant du droit de propriété. D'autre part, la vieille conception romaine du gibier *res nullius* est étrangère à ce droit.

Au contraire le droit de chasse et de pêche appartiennent à la collectivité, sous forme de commune.

Les habitants des cantons rédimés demandent que la communalisation de ces droits soit maintenue à titre définitif. Outre l'effet heureux qu'elle a pour la conservation de la chasse et qui était signalé dès 1881 par M. Bergé à la Chambre belge, elle a l'avantage d'éviter des impositions aux habitants des communes qui retirent profit des locations.

La Section centrale propose donc à l'article 106 la suppression des mots « jusqu'au 31 mars 1926. »

III. — *Législation sur les mesures de séquestre et de liquidation de biens des ressortissants allemands.*

Deux articles sont consacrés à ces mesures.

Tout d'abord, le régime actuel, établi par décret du 10 novembre 1923 et qui autorisait à lever le séquestre dans certains cas. Mais le Ministre des Finances sera compétent pour statuer sur cette main levée en place du Haut Commissaire du Roi et les juges de paix seront compétents dans les cas où les juges de bailliage l'étaient.

L'autre disposition tend à restreindre la notion de ressortissants allemands de l'article 279 du traité de Versailles en excluant de cette notion ceux qui en vertu de l'article 36 du traité de paix ont acquis la nationalité belge.

En effet, la loi du 17 novembre 1921 limitait aux ressortissants allemands devenus Belges de plein droit en vertu de l'article 36 du traité de paix, la faveur de l'exemption de la liquidation des biens mis sous séquestre.

L'exposé des motifs, (p. 63) donne les excellentes raisons d'ordre pratique qui justifient cette extension :

« En restreignant à la catégorie de Belges de plein droit la faveur de l'exemption de la liquidation des séquestres, les auteurs de la loi du 17 novembre 1921 se conformaient strictement au Traité de Versailles et ils obéissaient, d'autre part, à une idée théoriquement fort juste, à savoir que seules les personnes devenues Belges *de plano*, en vertu de l'article 36, avaient la qualité de Belge au 10 janvier 1920 (date du transfert de souveraineté). Cependant, cette distinction conduit dans la pratique à de véritables iniquités ; en effet, le système du Traité de Versailles, qui accorde la nationalité belge aux personnes des territoires cédés, est en réalité fort imparfait ; il subordonne l'acquisition de la nationalité belge à l'établissement dans les territoires au 1^{er} août 1914 et au 10 janvier 1920 ; toute autre considération est ici sans effet. C'est ainsi notamment qu'un grand nombre de personnes originaires des territoires d'Eupen-Mal-médy et fort dévouées à la cause de la Belgique n'ont pu acquérir « de plein droit » la nationalité belge ; ils ne l'ont acquise que conformément au § 2 de l'article 36 du Traité de Versailles, c'est-à-dire avec l'autorisation du Gouvernement, après que leur loyalisme eût été prouvé à l'aide d'éléments sérieux. On en arrive dès lors à la conclusion qu'au point de vue de l'appréciation des sympathies pour la Belgique, dans le chef des ressortissants des territoires rattachés à la Belgique en vertu des articles 33, 34, 35 du Traité de Versailles, l'acquisition de la nationalité en vertu de l'article 36, alinéa 2, du Traité est un élément plus pertinent que l'acquisition de plein droit de cette même nationalité. »

Mais nous pensons qu'il serait utile pour éviter toutes difficultés, puisqu'il s'agit d'un statut spécial d'indiquer dans la loi que : « les frais de séquestration resteront en tous cas à charge de la masse séquestrée. »

IV. — *Pensions militaires.*

Le projet de loi consacre définitivement le régime qui a été établi par le décret du 25 septembre 1923, pris par M. le Haut Commissaire du Roi, gouverneur.

Pour des raisons d'ordre pratique que l'exposé des motifs énumère, la Section centrale a estimé que la meilleure solution était d'adopter le système actuel qui adapte les lois belges du 23 novembre 1919 et du 31 juillet 1923 aux circonstances spéciales du régime.

V. — *Obligations militaires.*

Le Section centrale a été saisi d'un vœu des pères de famille d'Eupen, en date du 24 août 1924, et sollicitant l'exonération du service militaire pour leurs enfants pendant une nouvelle période de six années.

Il paraît, au contraire, que cette exonération ne se pouvait comprendre que dans le régime transitoire : alors que le statut définitif n'existait pas et que, les territoires redimés ne participaient pas à la vie publique du pays.

C'est ainsi que lors du transfert de la souveraineté à la Belgique, le Haut Commissaire du Roi, avait assuré l'exonération d'obligations militaires pendant quatre ans.

Le projet de loi s'arrête à cette limite et exempte de ces obligations les individus qui ont acquis ou acquerront la nationalité belge en vertu de l'article 36 du Traité de Versailles et qui sont nés antérieurement au 1^{er} janvier 1904.

VI. — *Loi communale.*

Une première disposition de l'article 113. maintient le mandat des conseillers communaux actuellement en fonction jusqu'au renouvellement intégral des conseils communaux en Belgique.

La seconde partie de l'article a pour objet de consacrer expressément le droit acquis des bourgmestres fonctionnaires. L'institution du droit allemand est toute différente de la nôtre : le bourgmestre, suivant cette conception, est un fonctionnaire, avec tous les droits de celui-ci. On leur a promis de maintenir la situation acquise et le projet le fait au point de vue fonctions, traitement et pension dans les articles 113 et 114.

VII. — *Lois relatives à la perception de certains droits au profit de l'État.*

La section centrale a approuvé les dispositions du projet de loi qui tendent à assurer un régime transitoire pour assurer la perception des droits, pour permettre l'établissement du cadastre, le dépôt de testaments confiés aux juges de baillage, et enfin le recouvrement des frais de justice.

QUATRIÈME PARTIE.

DISPOSITIONS DIVERSES.

I. — Assurances sociales.

L'article 119 maintient le régime des assurances sociales tel qu'il est réglé par les dispositions du décret du 12 septembre 1923.

Cependant l'alinéa 2 a suscité des inquiétudes : sous réserve des droits acquis, des modifications pourraient être apportées à ce régime par des *arrêtés royaux* dans un but de simplification et en vue de l'adaptation du régime au système belge. Et le commentaire que donne l'Exposé des motifs de cet article n'est pas fait pour les rassurer.

Les syndicats demandent donc que le texte de cet alinéa soit modifié dans ce sens « sous réserve des droits acquis, des modifications pourront être apportés à ce régime par *la loi* et après consultation des organismes intéressés ».

La Section centrale ne voit pas d'inconvénient à la modification proposée.

II. — Les autres dispositions du projet règlent :

1° La destination des biens provenant de la liquidation des anciens cercles, qui seront répartis entre les communes qui ont contribué à la formation du patrimoine;

2° Les pensions civiles des fonctionnaires, en tenant compte de ce fait que, sous le régime allemand les pensions étaient à charge de l'État ;

3° Le maintien de quelques dispositions spéciales au sujet desquelles il n'y a pas de discussion ;

4° Le régime monétaire des cantons rédimés.

DISPOSITIONS FINALES.

L'article 128 consacre une dérogation aux règles ordinaires.

Le principe de la non rétroactivité des lois ne s'applique pas aux lois de procédure comme le dit Carré :

« On peut donc le considérer comme étranger, pour ainsi dire, aux lois de la » procédure, puisqu'elles se bornent, en général, à prescrire les moyens de » conserver ou recouvrer les droits des parties, sans avoir, au fond, aucune » influence sur ces mêmes droits, à l'égard desquels le juge ne prononce jamais » qu'en vertu des dispositions antérieures qui les concernent.

» Par suite de conséquences, ces lois doivent être exécutées au moment de leur » publication, même dans les procès qui auraient été commencés auparavant » (1).

Au contraire, l'article 128 décide que la procédure continuera à être réglée par les lois applicables antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi.

Il n'y a d'exception que pour le droit d'appel ; si cet appel n'a pas été interjeté, il le sera, et il sera jugé d'après les dispositions mises en vigueur dans le projet de loi.

Sous réserves des observations et amendements ci-dessus, la Section centrale propose l'adoption du projet.

Nous ne pouvons cependant clore ce rapport sans signaler ce problème très

(1) CARRÉ ET CHAUVEAU, I, p. 9.

délicat et auquel les habitants des cantons rédimés attachent une importance juridique ou sentimentale : le respect des droits acquis.

L'article 2 du projet stipule que « sous réserve des dérogations prévues par la présente loi, la Constitution et les lois belges, ainsi que les arrêts et règlements pris en exécution de ces lois, sont rendus obligatoires à la même date dans toute l'étendue de ces territoires. »

Nulle part, dans le projet, nous ne trouvons la définition du droit acquis. Et ce silence inquiète.

Sans doute, l'Exposé des Motifs dit expressément que le principe qui domine le projet, c'est le respect des droits acquis ; il ajoute que c'est la pensée qui a inspiré les auteurs du Code civil, lorsqu'ils ont rappelé que la loi ne dispose que pour l'avenir et n'a pas d'effet rétroactif :

« Aucun texte légal n'est d'ailleurs nécessaire pour consacrer ce principe » d'équité et de justice ; la jurisprudence aura à coup sûr à en faire en l'espèce de nombreuses applications.

» Mais si l'entente est aisée sur le principe, que de divergences d'opinion sur les éléments intrinsèques de ces termes « droits acquis ».

L'Exposé des Motifs considère donc comme inopportune une définition des droits acquis.

Est-il sage de fixer dans une formule législative une notion qui a subi une évolution considérable et qui, sans aucun doute, n'est pas encore fixée ?

La théorie ancienne de la non rétroactivité des lois s'inspirait de la sécurité statique des droits.

Elle distinguait donc entre les droits acquis et les simples espérances (1).

Une théorie plus moderne, plus complexe aussi et plus nuancée est basée sur cette présomption — tout à fait *juristantum* n'est ce pas ? — que la loi nouvelle vaut mieux que l'ancienne ; dès lors le principe est que les conséquences futures résultant des faits ou des institutions antérieures à la loi nouvelle doivent être régies par celle-ci.

Cependant Colin et Capitant qui reprennent à leur compte cette théorie, y apportent deux exceptions très importantes : 1° les contrats une fois formés demeurent exclusivement régis par la loi sous l'empire de laquelle ils ont été formés ; 2° la loi nouvelle s'applique lorsqu'il s'agit des lois *impératives* ; mais elle ne s'applique pas lorsque la loi modifiée est une loi *supplétive*, c'est-à-dire purement interprétative de la volonté des parties. (2)

Quoi qu'il en soit, et quelque mérite qu'il faille attribuer à cette nouvelle théorie, constatons avec M. Demogue que :

« Aucune des théories en présence, ancienne ou nouvelle, ne donne donc la » solution satisfaisante du problème, qui est peut-être, envisagé ainsi et sur certains points, celui de la quadrature du cercle. De ce conflit aigu entre des inté-

(1) Voir note Sirey, 1910, 2 225.

(2) Voir COLIN et CAPITANT, *Droit civil* 1923 pp. 51 et suiv. V. ir VAREILLE SOMMIERES *Une théorie nouvelle sur la non rétroactivité des lois* Rev. crit. 1893. REVERAND, *La non rétroactivité des lois*. Paris 1907.

» rêts inconciliables naît sur ces questions une obscurité qui n'est pas près de
» disparaître. Elle ne s'éclaircira sans doute que par des distinctions nombreuses. »

Faut-il donc définir, législativement, une notion aussi fuyante ?

Nous pensons que ce serait négliger, et qu'il suffit de maintenir le principe du respect des droits acquis.

Nous ne voyons cependant aucun inconvénient à ce que le texte de l'article 2 soit ainsi complété : « Les droits acquis seront respectés ».

Le Rapporteur,

IGNACE SINZOT.

Le Président,

EMILE TIBBAUT.



(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1923.

Wetsontwerp

betreffende de aanhechting van de kantons Eupen, Malmédy en Sint-Vith ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER SINZOT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat aan uwe beraadslaging is onderworpen, heeft ten doe een einde te stellen aan de buitengewone bevoegdheid door de wet van 15 September 1919 toegekend aan den Hoogen Commissaris des Konings in de grondgebieden Eupen, Malmédy en Sint-Vith, krachtens het Verdrag van Versailles aan België gehecht.

De tijd is gekomen om deze aan het Belgisch Vaderland gehechte grondgebieden met een definitief statuut te begiftigen,

Dit kunnen wij echter niet doen zonder aan Luitenant-Generaal Baltia, Hoog Commissaris des Konings, Gouverneur van Eupen-Malmédy, hulde te brengen voor het prachtig werk dat hij onder soms kiesche omstandigheden heeft tot stand gebracht.

..

Krachteins artikel 34 van het Verdrag van Versailles, worden de kreitsen Eupen en Malmédy voor goed aan België gehecht. Zooals in de Memorie van Toelichting terecht wordt gezegd, bestaat er geene enkele reden meer om het voorloopig stelsel te handhaven; immers de termijn van twee jaren, te rekenen van den datum waarop de soevereiniteit aan België werd overgedragen, termijn gedurende denwelke de Duitsche onderdanen, ten minste 18 jaren oud, nog konden kiezen voor de Duitsche nationaliteit, is sedert 20 September 1922 verstreken.

(1) Wetsontwerp, n° 370 (1923-1924).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren David, Brusselmans, Van Belle, Sinzot, Fischer en Winandy.

De grenzen van de aldus aan België gehechte grondgebieden werden bepaald door de Internationale Commissie, voorzien bij artikel 35 van het Verdrag van Versailles.

Artikel 3 bepaalt nochtans de grenzen tusschen België en het Duitse Rijk.

In juridisch opzicht schijnt ons dit verbazend toe. Artikel 35 van het Verdrag van Versailles heeft bij ons kracht van wet gekregen, luidens de Belgische wet van 15 September, waardoor dit artikel wordt bekrachtigd.

De wijze van tenuitvoerlegging werd aldus voorzien :

« Art. 35. Eene Commissie bestaande uit zeven leden, waaronder vijf worden benoemd door de voornaamste geallieerde en geassocieerde Mogendheden, één door Duitschland en één door België, wordt samengesteld vijftien dagen na de inwerkingtreding van dit Verdrag, ten einde ter plaatse de nieuwe grenslijn te trekken tusschen België en Duitschland, met inachtneming van den economischen toestand en de verkeerswegen.

» De beslissingen worden genomen met meerderheid van stemmen en zijn bindend voor de betrokken partijen ».

Ongetwijfeld wil de Memorie van Toelichting steunen op artikel 68 der Grondwet. Daar tegen kan men echter licht aanvoeren, dat de woorden « krachtens eene wet » klaar aanduiden dat de wetgever over het beginsel van aanhechting van grondgebieden moet uitspraak doen en dat dit beginsel was aangenomen door de goedkeuring van het Verdrag van Versailles, dat Belgische wet geworden is.

En laten wij het maar erkennen, dat practischerwijs de aanhechting van grondgebieden sedert lang is geschied. *Quod abundat non nocet !*

* *

Het eerste vraagstuk dat oprijst is dit van de rechterlijke en bestuurlijke inrichting.

De Belgen van het aangehecht gebied zijn er vooral om bekommerd deel te kunnen nemen in het politieke leven van het land dat hen heeft opgenomen.

Verschillende oplossingen werden naar voren gebracht.

Sommigen zouden willen dat de drie kantons Eupen, Malmedy en Sint-Vith tot een enkel arrondissement werden opgericht.

Om geographische en taalkundige redenen, zouden anderen weer elk van de drie kantons met eene Belgische provincie willen vereenigen. Eupen aan de provincie Limburg, Malmedy aan de provincie Luik en Sint-Vith aan de provincie Luxemburg.

Op 29 Augustus 1924, heeft de gemeenteraad van Malmedy gevraagd dat heel het Waalsch gedeelte aan Verviers zou gehecht worden, indien het ontwerp van afzonderlijk arrondissement er niet doorkwam. En de Raad van Sint-Vith, evenals de Volksvergadering van de inwoners der gemeente Amblève, heeft op 9 Augustus 1924 in denzelfden zin den wensch uitgedrukt dat Sint-Vith bij de provincie Luxemburg zou ingelijfd worden.

Krachtens artikel 8 van het Regeeringsontwerp, worden de drie kantons ingelijfd in het bestuurlijk arrondissement Verviers, en worden ze aldus met de provincie Luik vereenigd.

Wegens de onderscheidene vraagpunten die kunnen oprijzen en de periode van assimilatie, wordt daarbij echter een overgangsmaatregel voorzien; de Regeering kan voor de kantons Eupen, Malmédy, een of meer adjuncten van den arrondissementscommissaris benoemen, voor het bestuur der gemeenten van deze kantons, doch zij kan aan hunne zending een eind stellen wanneer zij dit oorbaar acht.

Deze maatregel schijnt ons toe de noodwendigheden van een bestuur onder een enkel gezag te kunnen overeenbrengen met het belang der vrijgemaakte bevolkingen en dezer bezorgdheid voor de overleveringen.

De artikelen 4 en 5 stellen de plaatsbepaling vast der drie kantons en bepalen hunne verdeeling in gemeenten.

De bestuurlijke verdeelingen waren wel duidelijk.

De Memorie van Toelichting kondigt een bijzonder wetsoftwerp aan, naar luid waarvan het te kiezen aantal vertegenwoordigers voor het arrondissement Verviers met een eenheid zal vergroot worden. Dit arrondissement zal dus zes vertegenwoordigers kiezen.

Dit zelfde ontwerp zal het aantal provinciale raadsleden bepalen, welke door de drie kantons zullen gekozen worden.

Ziedaar de voorgestelde hervormingen welke binnen zeer korten tijd moeten tot een goed einde worden gebracht.

Wij begrijpen den wensch der vrijgemaakte bevolkingen van hun recht uit te oefenen, namelijk: hun mandatarissen te kiezen en aan het politieke leven van België deel te nemen.

Het ware, naar onze meening, eene zware vergissing van deze algeheele versmelting der drie kantons met het groote Vaderland te vertragen.

EERSTE DEEL.

De rechterlijke inrichting brengt eenige zeer kiesche vraagpunten naar voren. Men moet onderscheiden:

- a) De rechtbank van eersten aanleg;
- b) De kantonrechtbanken.

A. Moeten wij de onderscheidene bescheiden en besluiten gelooven, welke ons werden medegedeeld, dan wenscht de openbare meening, eenparig, de instelling van eene rechtbank van eersten aanleg voor de drie kantons.

Onder de vereenigingen, zijn er onderscheidene gemeenteraden welke wenschen dat die rechtbank te Malmédy worde tot stand gebracht; andere hebben geen voorkeur. Eindelijk, met den gemeenteraad van Eupen (beraadslaging van 19 September 1924) is de heer Nys, kantonrechter, te Eupen, van gevoelen dat de rechtbank te Eupen moet opgericht worden.

Vermelden wij deze samenvatting van het ons medegedeelde verslag van den heer Nys:

1. — *Noodzakelijkheid van eene rechtbank van eersten aanleg voor de drie kantons.*

Deze eisch is geenszins van een germanophilischen of irédentistischen aard en

komt in 't geheel niet voort uit een strekking om zich af te zonderen; bewijzen :
Rechtvaardiging van dezen eisch :

1. Taal : op dertig gemeenten, zijn er slechts zes met het Fransch als voertaal, doch iedereen spreekt en verstaat er Duitsch.

2. Bezwaren die de verdachte ontmoet welke zich naar Verviers moet begeven : reis, moeilijkheden bij het onderzoek voor magistraten die de Duitsche taal onkundig zijn, keuze der advocaten, moeilijkheden voor de advocaten van Verviers zich de Duitsche wetgeving eigen te maken — schuwvalligheden en missingen bij de pleiters, — vooringenomenheid tegen de rechters van Verviers en gebrek aan vrouwen.

3. Moeilijkheden voor de samenstelling van een Duitsche Kamer te Verviers. Wrakingen, beletselen, dienstafwisseling, al de rechters zullen niet even goed Duitsch verstaan, enz. — De kinderrechtcr van Verviers zal zijn ambt niet kunnen uitoefenen te Eupen, daar hij geene betrekkingen heeft met de bevolking.

4. Deze maatregel zou de inkrimping der uitgaven niet beletten : de lokalen bestaan, de kosten zouden verdeeld worden over de gemeenten.

Griffiers bestaan — baljuws van Malmédy en Sint-Vith zouden leden kunnen zijn van die rechtbank. Te Malmédy en te Eupen zijn rijke bibliotheken van juridische werken — openbaar ministerie en onderzoeksrechters zouden kunnen gekozen worden te Verviers. De gevangenen bestaan.

5. Het getal zaken eischt de oprichting van eene rechtbank : van September 1923 tot september 1924 heeft men te Eupen, Malmédy en Sint-Vith 521 vorderingen ingesteld, waarbij het ging over meer dan 600 frank, zonder deze, te Verviers ingesteld, mede te tellen.

2° ZETEL TE EUPEN

Redenen : Belangrijkste stad, de eerste handels- en nijverheidsplaats, dus meer en belangrijke processen dan te Malmédy of Sint-Vith, landbouwbevolking. Door zijn hinterland (Verviers en Aken) zal Eupen zich uitbreiden en tot grooten bloei komen; Malmédy heeft geen hinterland. Afstand van Malmédy en Sint-Vith tot Eupen is dezelfde als wanneer zij naar Verviers moeten gaan; zij moesten ten andere vroeger naar Aken.

Wijzen wij er nochtans op, dat de rechter van het baljuwschap Malmédy heeft voorgesteld eene Duitsche Kamer bij de Rechtbank van Verviers op te richten, waarin de rechters van het baljuwschap zouden zetelen als assessoren, terwijl zij hun ambt van vrederechter zouden behouden.

En hij haalde daartoe beweeggronden aan van economischen aard : het beperkt getal zaken, het vervoer van de gevangenen, verloren tijd voor de advocaten van Verviers, alleen bevoegd.

Artikel 7 van het ontwerp hecht de rechterlijke kantons Eupen, Malmédy en St-Vith aan het rechterlijk arrondissement van Verviers.

De reden daarvan is, dat de magistraten van de rechtbank van Verviers gedurende vele jaren de gelegenheid hadden zich op de hoogte te stellen van de plaatselijke wetgeving. Anderzijds moeten er moeilijkheden oprijzen wanneer het geldt, het bestaand recht door het Belgisch recht te vervangen.

Zeggen wij echter, dat het rechterlijk regiem, zooals het door artikel 7 wordt

ingericht, ons zeer beknopt lijkt, en bijna geen rekening houdt met de verlangens van de bevolking.

Men mag niet uit het oog verliezen dat het ontwerp eene heele reeks bepalingen bevat over het gebruik der talen bij de rechtspleging: worden, die geëerbijddigd, dan moeten zij leiden tot het samenstellen van eene Duitsche Kamer bij de Rechtbank van Verviers.

De rechtspleging met een tolk is uit den booze, zoowel voor de Maatschappij die beschuldigt als voor den beschuldigde die zich verdedigt.

Zou de echte oplossing niet zijn van bij de Rechtbank van Verviers eene boetstraffelijke en civiele Duitsche Kamer te maken? Het gering getal zaken (naar het oordeel van den kantonrechter van Malmédy) laat toe aan één enkele kamer beide rechtsmachten te verleenen.

Die enkelvoudige kamer zou afhangen van de rechtbank van Verviers. De voorzitter van die rechtbank zou bevoegd zijn om voor die kamer al de civiele zaken te verzenden welke in de Duitsche taal zouden moeten behandeld worden. Het Parket zou eveneens handelen voor de strafzaken.

Die kamer zou haar zetel hebben te Eupen en te Malmédy. En, op die wijze, zou men, — naar het schijnt — de eenheid van rechtsmacht aan het arrondissement verleenen en de rechterlijke decentralisatie welke in den wensch ligt van de vrijgemaakte bevolking.

B. — De kantonrechtbanken spraken recht in eersten aanleg in ieder der drie kantons. Deze zijn tamelijk uitgebreid. Eupen telt 593 hectaren; Malmédy 36,414 en Sint-Vith 41,415. De Regeering heeft echter beslist deze kantongerechten eenvoudig te vervangen door vredegerechten. Zij steunt op de deugdelijkheid van die rechtbanken tot nog toe. En zoo er, te onzent, meer en meer sprake van is, vredegerechten af te schaffen om het rechtsgebied te verruimen van die welke blijven voortbestaan, schijnt toch het uur nog niet geslagen te zijn om de rechterlijke inrichting van de drie kantons dooreen te werpen.

De vrederechter zal de plaats innemen van den kantonrechter en het gerecht zal voortgaan zooals vroeger.

Doch het wetsontwerp dat zich verder bezighoudt met de politierechtbanken, richt ze door geen enkele bepaling op. De Middenafdeeling is dus van gevoelen dat aan artikel 6, lid 2, de volgende tekst moet toegevoegd worden: « Zij oefenen ook het ambt uit van politierechter overeenkomstig den eersten titel, eerste hoofdstuk van het Strafvorderingswetboek ».

Het wetsontwerp voegt bij deze algemeene regelen van rechtspleging eene bijzondere bepaling betreffende de « Auktionatoren »: Het betreft eene instelling van Duitsch recht, welke aan bijzondere ministerieele ambtenaren het recht toekent tot openbare veilingen van roerende zaken over te gaan.

Dit schijnt ons verband te houden met den algemeenen regel — die ieder ontwerp moet beheerschen —, te weten: den eerbied voor de verworven rechten.

De Regeering heeft ieder misverstand willen vermijden en zij omschrijft nauwkeurig de bevoegdheid van deze aangestelde schatters. Hunne bevoegdheid is beperkt tot de openbare veilingen van roerende zaken. En hoewel zij ontsnappen aan de tuchtrechtsmacht van de deurwaarderskamer, zij hebben toch dezelfde

verplichtingen als de deurwaarders, namelijk : van een repertorium bij te houden. Anderzijds, worden hunne honoraria, evenals voor de deurwaarders, bij de wet bepaald.

Vermelden wij echter dat het bij artikel 10 voorziene recht slechts kan erkend worden aan de « Auktionatoren » welke in functie werden behouden door het besluit van den Hoogen Koninklijken Commissaris, dd. 26 Juli 1923.

De bewoners van de nieuwe Belgische grondgebieden hebben zich veel bezig gehouden met het vestigen van eene bewaring der hypotheken.

Zij zijn niet meer akkoord wanneer het geldt den zetel daaryan vast te stellen. Ten voordeele van Malmédy worden de volgende bewijsgronden vooruit gezet : Bij beraadslaging van 29 Augustus 1924, deed de gemeenteraad van deze stad gelden : dat Malmédy in het centrum ligt van de drie kantons; dat de eigendom meer verbrokkeld is in de kantons Malmédy en Sint-Vith dan in het kanton Eupen; dat de bevolking van die kantons en hunne oppervlakte aanzienlijker zijn dan die van Eupen; eindelijk, dat het aantal akten voor die twee kantons 3,000 bedraagt en slechts 1,250 voor Eupen.

Een zeer belangwekkend verslag van den heer notaris Muylle vermeldde als reden van practischen aard, dat de ontvanger der registratie en der domeinen, te Malmédy, zeer wel op de hoogte was van de zaak.

Anderzijds steunt de gemeenteraad van Eupen (beraadslaging van 29 September 1924 op een soort van verworven recht : de ruime zalen van het kantongerecht waar heel het archief van het « Grundbuch » bewaard wordt.

De heer Nys, kantonrechter te Eupen bevestigde dit advies met erop te wijzen dat, gedurende het tijdperk van 1 September 1923 tot 1 September 1924, er te Eupen 701 hypotheekinschrijvingen waren tegen 344 te Malmédy en 197 te St-Vith.

De Middenafdeeling was van oordeel dat het belang der bevolking beter zou strooken met een bewaring te Malmédy opgericht. De verkeersmiddelen zijn gemakkelijker en het schijnt dat de inrichting er gereedstaat.

TWEEDE DEEL.

Dit gedeelte van het wetsontwerp handelt over de bepalingen betreffende de invoering van de wetten in burgerlijke zaken en in handelszaken.

Wij meenen dat het verstandig is dit vraagstuk slechts met de grootste voorzichtigheid aan te vatten. Het begrip van de rechten is een zeer netelig vraagstuk : wij halen als bewijs enkel aan wat de Memorie van Toelichting er van zegt :

« De invoering van het Belgisch Burgerlijk Wetboek in de gebieden Eupen-Malmédy zal, zooals er aan herinnerd werd in de algemeene uiteenzetting die voorafgaat, noodzakelijkerwijze geschieden naar de grondbeginselen die in alle landen gelden voor de uitwerking van de door den wetgever aan de bestaande wetten toegebrachte wijzigingen.

» Er zal maar van afgeweken worden voor zoover de wet tot invoering van die principen afwijkt.

« Over het algemeen zal het beginsel, volgens hetwelk de wetten geen terugwerkende kracht hebben, volstaan om bij de toepassing der nieuwe wet elk onrechtvaardig of schadelijk gevolg te weren. De wet dient slechts bij uitzondering tussehen beide te komen door middel van overgangsbepalingen.

» De vraag of er een verworven recht bestaat, waaraan de verandering van wetgeving geene afbreuk doen mag, zal, wat betreft een uit overeenkomst geboren recht, afhangen van de dagteekening der akten en overeenkomsten. »

En de moeilijkheden zullen oprijzen zoodra moet worden opgezocht of een akte dagteekent van vóór het van kracht worden der Belgische wetten. Artikel 2 van het ontwerp strekt daarvan tot voorbeeld en is het schoonste wespennest van processen dat Chicaneau heeft kunnen droomen.

Wij stellen dus uitdrukkelijk voor heel dit tweede gedeelte van het ontwerp af te scheiden en naar de Commissie voor de Justitie te zenden, wegens het bijzonder karakter van de voorgestelde hervormingen en dezer gevolgen.

In artikel 2 van het ontwerp zal men dus, na de woorden « en de Belgische wetten » moeten inlassen « behalve de burgerlijke en de handelswetten »

DERDE DEEL.

Dit deel handelt over het invoeren van bijzondere wetten op het gebruik der talen, de jacht en de visserij, de maatregelen van sequestratie en verkoop van de goederen der Duitsche onderhoorigen, de militaire pensioenen, de militaire verplichtingen, de gemeentewet, de wetten betreffende het innen van zekere rechten ten voordeele van den Staat.

1. — *Het gebruik der talen.*

Wat de processen-verbaal betreft, kan men het stelsel van het ontwerp samenvatten in deze twee regelen :

a) In de kantons Eupen en Sint-Vith, evenals in de gemeenten opgesitnd onder artikel 96, Büllingen, Bütgenbach, Elsenborn en Rocherath, — tweetalig Fransch-Duitsch ;

b) In het overige van het kanton Malmédy wordt alleen de Fransche taal gebruikt.

Evenwel, in de kantons Eupen en Sint-Vith en in de hooger aangeduide gemeenten zullen de verklaringen opgenomen worden in de twee talen, en de processen-verbaal zullen moeten vermelden in welke taal de verklaringen werden gedaan.

Voor de politierechtbanken te Eupen en te Sint-Vith geschiedt de rechtspleging in het Duitsch en wordt het vonnis in die taal gewezen, maar de beklagde bezit steeds het recht te vragen dat de rechtspleging in het Fransch zou geschieden ; deze verklaring schijnt te blijken uit den tekst ; inderdaad, bij artikel 97, die het beginsel van de proceduur in de Fransche taal voor de politierechtbank van Malmédy vaststelt, is de beklagde gemachtigd het gebruik van de

Duitsche taal te vragen, onder de tweevoudige voorwaarde dat hij Belg weze en zijne vraag indient vóór elke behandeling over den grond der zaak.

Het stelt daarentegen geene voorwaarden betreffende de Fransche proceduur voor de kantons Eupen en Sint-Vith. Voor de repressieve rechtsmacht van de rechtbank van eersten aanleg zijn de regelen ietwat gewijzigd.

In beginsel geschiedt dus de rechtspleging, in het kanton Malmédy, in de Fransche taal; de beklaagde kan evenwel vragen dat de Duitse taal gebezigd worde op voorwaarde dat hij Belg weze en zijn vraag indient vóór elke behandeling over den grond der zaak.

Om vergissingen te vermijden over den zin van artikel 98, dat verwijst naar lid 3 van het vorig artikel, terwijl dit artikel niet in alinea's is ingedeeld, zal men den typographischen vorm van artikel 97 moeten veranderen.

Artikel 98 brengt twee beperkingen aan den regel : geldt het een onderzoek, dan moet de beklaagde het gebruik van de Duitse taal aanvragen bij zijne eerste ondervraging; en wanneer de rechtbank van Verviers optreedt als rechtsmacht van beroep der politierechtbanken, dan moet de rechtspleging geschieden in de taal waarin het vonnis werd gewezen. Evenwel kan de beklaagde, zelfs in beroep, steeds de rechtspleging in de Fransche taal aanvragen.

De Duitse Kamer van de rechtbank te Verviers, die te Eupen zou zetelen, zou dezelfde regelen moeten volgen.

Artikel 99 bekrachtigt het recht van den beklaagde zijne verdediging in het Fransch te laten voordragen; in dit geval zal het Openbaar ministerie zijn requisitorium in het Fransch voordragen en zal het samenvatten in het Duitsch; de burgerlijke partij zal in het Fransch doen pleiten.

Zijn er meer beklaagden, dan zal de taal gebezigd worden die door de meerderheid der beklaagden werd gekozen; bij staking zal het Fransch gebezigd worden. Doch, artikel 100 bevat een belangrijke en in zekeren zin gevaarlijke afwijking.

« De rechtbank kan echter, bij eene met redenen omkleede beslissing, van den in het vorig lid gestelden regel afwijken, als uitzonderingsomstandigheden dit wettigen ».

Welke zullen die uitzonderlijke omstandigheden zijn? Men kan zich dezelve moeilijk voorstellen! En welk verhaal zal er openstaan tegen die beslissing welke zich er toe beperkt het taalgebruik te bepalen?

De Middenafdeeling stelt dus voor lid 2 van artikel 100 te doen wegvallen. Een lid der Middenafdeeling uitte den wensch, dat rekening wordt gehouden met de Vlaamsche taal in de beschikkingen betreffende het gebruik der talen in deze vrijgemaakte kantons. De Afdeeling heeft geoordeeld dat dit het voor haar opgezezen problema zou verwikkelen.

. . .

Het wetsontwerp behelst geen enkele bepaling betreffende de rechtspleging voor het Assisenhof.

Hoe zal dit moeten ingericht worden?

Voor den onderzoeksrechter, mag de beklaagde de Duitse rechtspleging vragen en kan hij zijn verdediging in het Duitsch voordragen hetzij wegens zijn

preventieven toestand, hetzij voor de raadskamer die over de bijlijfneming beschikt. Doch vanaf deze beschikking, voorzien bij artikel 134 (en niet 133, zooals het staat in de Memorie van Toelichting), zal de rechtspleging in de Fransche taal geschieden.

De artikelen 101 en 104 voorzien verscheidene andere toepassingsmaatregelen. Artikel 5 regelt het gebruik der Duitsche taal in bestuurszaken.

II. — *Jacht- en vischwetten.*

Het wetsontwerp voorziet het behoud van het plaatselijk jacht- en vischrecht tot op 31 Maart 1926.

Zooals de Memorie van Toelichting het doet opmerken wordt door de plaatselijke wetgeving het jacht- en vischrecht niet beschouwd als individueele rechten, die bepaald worden om redenen van het grondgebied en van het eigendomsrecht afhangen.

Anderdeels, is de aloude Romeinsche opvatting van het wild *res nullius* vreemd aan dit recht.

Integendeel, het jacht- en vischrecht behoort aan de gemeenschap onder den vorm van gemeente.

De bewoners der vrijgemaakte kantons vragen dat het in gemeentebeheer nemen van die rechten voor goed worde behouden. Behalve het heilzaam gevolg dat het heeft op het beschermen van de jacht, hetgeen reeds in 1881 door den heer Bergé in de Belgische Kamer werd verklaard, zal het nog het voordeel opleveren van belastingen te vermijden aan de gemeentebewoners die uit de verhuuring baat trekken.

De Middenafdeeling stelt dus voor, in artikel 106 de woorden : « tot 31 Maart 1926 » te doen wegvallen.

III. — *Wetgeving betreffende de maatregelen van sequestratie en verevening van de goederen der Duitsche onderhoorigen.*

Aan deze maatregelen zijn twee artikelen gewijd.

Vooreerst, de huidige regeling, tot stand gebracht bij decreet van 10 November 1923 en waarbij gemachtigd werd de sequestratie in sommige gevallen op te heffen. Doch de Minister van Financiën zal bevoegd zijn om nitspraak te doen over deze handlichting in de plaats van den Hoogen Koninklijken Commissaris, en de vrederechters zullen bevoegd zijn in de gevallen waarin de kantonrechters het waren.

De andere bepaling strekt er toe, het begrip van onderhoorigen, krachtens artikel 279 van het Verdrag van Versailles te verminderen met van dit begrip uit te sluiten zij die, krachtens artikel 36 van het Vredesverdrag, de Belgische Nationaliteit hebben verkregen.

Inderdaad, de wet van 17 November 1921 beperkte tot de Duitsche onderhoorigen die, uit kracht van artikel 36 van het Vredesverdrag, van rechtswege Belg zijn geworden, het voordeel der vrijstelling van de verevening der onder sekwestre gestelde goederen.

De Memorie van Toelichting (blz. 74-75) geeft uitstekende redenen van practischen aard om die uitbreiding te rechtvaardigen.

« Door het voordeel van de vrijstelling van de verevening der sequestraties te beperken tot de categorie personen die van rechtswege Belg geworden zijn, had men, bij het maken der wet van 17 November 1921, zich streng gedragen naar het Verdrag van Versailles, en werd bovendien de theoretisch zeer juiste opvatting gehuldigd, dat, op 10 Januari 1920 (datum van de overdracht van de soevereiniteit) alleen deze personen den staat van Belg bezaten, die krachtens artikel 36 van het Verdrag « de plano » Belg geworden waren. In de praktijk leidt echter dit onderscheid tot echte onrechtvaardigheden; het stelsel van het Verdrag van Versailles, waarbij de Belgische nationaliteit verleend wordt aan de personen van het afgestaan gebied is, in werkelijkheid, zeer onvolmaakt; het verwerven van de Belgische nationaliteit wordt afhankelijk gesteld van het feit dat men op 1 Augustus 1914 en op 10 Januari 1920 in het grondgebied gevestigd zij. Elke andere beweegreden komt hier niet in aanmerking. Aldus hebben een aanzienlijk aantal personen, afkomstig uit het gebied Eupen-Malmedy, en de Belgische zaak zeer genegen, de Belgische nationaliteit « van rechtswege » niet kunnen bekomen; zij hebben die slechts bekomen overeenkomstig § 2 van artikel 36 van het Verdrag van Versailles, t. i. z. met de toelating van de Belgische Regeering, nadat hunne trouw op ernstige gronden werd bewezen. Dienvolgens komt men tot het besluit dat, ten aanzien van de onderhoorigen van het gebied, aan België gehecht krachtens de artikelen 33, 34 en 35 van het Verdrag van Versailles, de verwerving van de nationaliteit op grond van artikel 36, lid 2 van het Verdrag, in zake de waardeering van de genegenheid voor België een meer afdoend bewijs is dan de verwerving van rechtswege van bedoelde nationaliteit. »

Wij meenen echter dat het nuttig zou zijn, om alle moeilijkheden te vermijden, aangezien het een bijzonder statuut betreft, in de wet te zeggen dat : « de sequestratiekosten in alle geval ten laste van de gesekwestreerde massa zullen blijven ».

IV. — *Militaire pensioenen.*

Het wetsontwerp bekrachtigt voorgoed de regeling ingevoerd bij decreet van 25 September 1923, getroffen door den Hoogen Koninklijken Commissaris, Gouverneur.

Om deze redenen van practischen aard, welke de Memorie van Toelichting opsomt, heeft de Middenafdeeling geacht dat de beste oplossing ware, het huidige stelsel aan te nemen, waarbij de Belgische wetten van 23 November 1919 en van 31 Juli 1923 op de bijzondere omstandigheden worden toegepast.

V. — *Militaire verplichtingen.*

De Middenafdeeling kreeg mededeeling van een wensch der huisvaders van Eupen, dd., 24 Augustus 1924, waarbij dezen de vrijstelling vragen van den militairen dienst voor hunne kinderen, gedurende een nieuwen termijn van zes jaar.

Het schijnt, daarentegen, dat die vrijstelling slechts kan verstaan worden onder

de voorloopige regeling : toen het bepaald statuut niet bestond en dat de vrijgemaakte gebieden geen deel namen aan 's Rijks openbaar leven.

Zoo heeft, bij de overdracht van de soevereiniteit aan België, de Hooge Koninklijke Commissaris de vrijstelling van militaire verplichtingen verzekerd gedurende vier jaar.

Het ontwerp gaat niet verder dan deze grens en stelt van die verplichtingen vrij degenen, die de Belgische nationaliteit krachtens artikel 36 van het Verdrag van Versailles hebben verkregen of zullen verkrijgen, en die geboren zijn vóór 1 Januari 1904.

VI. — Gemeentewet.

Door een eerste bepaling van artikel 113, wordt het mandaat van de thans in functie zijnde gemeenteraadsleden behouden tot wanneer al de gemeenteraden in België geheel zullen hernieuwd worden.

Het tweede gedeelte van het artikel heeft voor doel het verworven recht van burgemeester-ambtenaar nitdrukkelijk te bekrachtigen. Het Duitsche recht is hier geheel verschillend van het onze : volgens deze opvatting, is de burgemeester een ambtenaar, met al de rechten van een ambtenaar. Men heeft aan die gemeenteambtenaren voorgesteld den verworven toestand te eerbiedigen en het ontwerp doet zulks ten aanzien van het ambt, de wedde en het pensioen in de artikelen 113 en 114.

VII. — *Wetten betreffende de inning van sommige rechten ten behoeve van den Staat.*

De Middenafdeeling heeft de bepalingen van het wetsontwerp goedgekeurd, welke er toe strekken een overgangsregeling te verzekeren voor de inning der rechten, ten einde het opmaken van het kadaster, de inbewaargeving van testamenten aan de kantonrechters en, eindelijk, de invordering van de gerechtskosten mogelijk te maken.

VIERDE DEEL.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

I. — Sociale Verzekeringen.

Artikel 119 handhaaft het stelsel der Sociale Verzekeringen zooals het geregeld is door de bepalingen van het decreet van 12 September 1923.

Lid 2 heeft nochtans eenige ongerustheid doen oprijzen : onder voorbehoud van de verworven rechten zouden wijzigingen kunnen aangebracht worden aan dit stelsel door *Koninklijke besluiten* met het doel het eenvoudiger te maken, en om het stelsel aan te passen aan het Belgisch regime. En het commentaar dat de Memorie van Toelichting van dit artikel geeft, is niet geruuststellend.

De syndicaten vragen dus dat de tekst van dit lid zou gewijzigd worden in dezen zin : « onder voorbehoud van de verworven rechten, kunnen aan het stelsel wijzigingen gebracht worden door *de wet* en na raadpleging van de betrokken organismen. »

De Middenafdeeling heeft geen bezwaar tegen de voorgestelde wijziging.

II. — De andere bepalingen van het ontwerp regelen :

1° De bestemming van de goederen voortkomend van de vereffening der

die zullen verdeeld worden over de gemeenten die hebben medegewerkt tot het vormen van dat vermogen;

2° De burgerlijke pensioenen van de ambtenaren, met inachtneming van het feit dat, onder het Duitsche stelsel de pensioenen ten laste waren van den Staat;

3° Het behoud van eenige bijzondere bepalingen waarover geene betwisting is opgerezen;

4° Het muntstelsel van de geannexeerde kantons.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 128 bekrachtigt eene afwijking van de gewone regels.

Het beginsel van de non-retroactiviteit van de wetten is niet toepasselijk op de wetten van proceduur, zooals Carré zegt :

« Men kan het dus beschouwen als vreemd, om zoo te zeggen, aan de wetten van de proceduur, vermits zij zich over het algemeen beperken tot de middelen om de rechten van de partijen te handhaven of na te volderen, zonder in den grond eenigen invloed te hebben op die rechten zelf, ten aanzien van dewelke de rechter nooit uitspraak doet tenzij krachtens vroegere bepalingen die daarop betrekking hebben.

» Om reden van de gevolgen, moeten deze wetten uitgevoerd worden op het oogenblik van hunne bekendmaking, zelfs in de gedingen die vroeger zouden begonnen zijn. » (1).

Artikel 128 bepaalt daarentegen, dat de proceduur zal geregeld blijven door de wetten welke van toepassing waren vóór het van kracht worden van deze wet.

Alleen voor het recht van beroep is er uitzondering; werd dit beroep niet ingesteld, dan zal dit gedaan worden, en er zal vonnis gewezen worden volgens de bepalingen van kracht gemaakt in het wetsontwerp.

Onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen en amendementen, stelt de Middenafdeeling U voor het ontwerp aan te nemen.

Wij kunnen echter dit verslag niet sluiten zonder te wijzen op dit zeer kiesch problema waaraan de bewoners van de vrijgemaakte kantons een groot rechtskundig of sentimenteel belang hechten : de eerbied voor de verworven rechten.

Artikel 2 van het ontwerp luidt :

« Behoudens de bij deze wet bepaalde afwijkingen worden, op denzelfden datum, de Belgische Grondwet en de Belgische wetten, evenals de ter voldoening aan die wetten genomen besluiten en gegeven voorschriften, voor gansch de uitgestrektheid van genoemde gebieden verbindend gemaakt. »

Nergens in het ontwerp wordt het begrip van die verworven rechten bepaald. Dit stilzwijgen verontrust ons.

« Ongetwijfeld, zegt de Memorie van Toelichting wel nadrukkelijk, dat het beginsel waardoor gansch de wet wordt beheerscht, juist de eerbiediging is der verworven rechten; de Memorie voegt er aan toe dat dit ook de gedachte is waarvan de stellers van het Burgerlijk Wetboek zijn uitgegaan, wanneer zij zeggen dat de wet noch de toekomst noch het verleden beheerscht.

» Er is trouwens geen enkele wetstekst noodig om dit beginsel van billijkheid

(1) CARRÉ EN CHANVEAU, I, bl. 9.

en rechtvaardigheid te huldigen : de rechtspraak zal het ongetwijfeld zeer vaak hebben toe te passen.

» Maar indien men het zonder moeite eens kan zijn omtrent het beginsel, hoezeer zullen de meeningen over de wezenlijke bestanddeelen van de woorden « verworven rechten » uiteenloopen ! »

De Memorie van Toelichting beschouwt dus eene bepaling der verworven rechten als ongelegen.

Zou men wijs handelen, indien men in eene wetgevende formule eene bepaling omschreef, die een aanzienlijken ontwikkelingsgang heeft doorgemaakt en ongetwijfeld nog veranderingen zal ondergaan ?

De reeds oude stelling der niet terugwerkende kracht der wetten steunde op de statische veiligheid der rechten.

Deze stelling maakte dus onderscheid tusschen de verworven rechten en de eenvoudige verwachtingen (1).

Eene meer moderne doch meer ingewikkelde stelling steunt op deze onderstelling — gansch *juris tantum*, niet waar? — dat de nieuwe wet beter is dan de oude ; dienvolgens luidt het beginsel, dat de nakomende gevolgen, voortspruitende uit feiten of instellingen die de nieuwe wet voorafgaan, vallen onder toepassing der nieuwe wet.

Colin en Capitant, die deze stelling overnemen, brengen daaraan echter twee uitzonderingen van belang : 1^o de gesloten overeenkomsten blijven beheerd door de wet waaronder zij werden gesloten ; 2^o de nieuwe wet komt van toepassing wanneer het *gebiedende* wetten geldt ; zij is niet van toepassing, wanneer de gewijzigde wet eene *aanvullende* wet is, dat is eene zuiver verklarende wet van den wil der partijen (2).

Wat er ook van zij en welke verdienste men ook hechten moge aan deze nieuwe stelling, laten wij met den heer Demogue vaststellen :

« Geene der aangevoerde stellingen, de nieuwe noch de oude, geeft dus de gewenschte oplossing van het vraagstuk dat, aldus beschouwd, in sommige punten het vraagstuk is van het vierkantig rond. Uit het conflict dezer niet overeen te brengen belangen daalt over deze vraagstukken eene duisterheid die niet spoedig verdwijnen zal. Er zal ongetwijfeld slechts opklaring komen door een overgroot getal uitzonderingen. »

Moet men dan een zoo vaag begrip met een wetstekst omschrijven ?

Wij meenen dat zulks nadeelig wezen zou en dat het voldoende is het beginsel der verworven rechten te handhaven.

Wij zien er echter geen bezwaar in, dat de tekst van artikel 2 aldus worde aangevuld : « De verworven rechten worden geëerbiedigd ».

De Verslaggever,

IGNACE SINZOT

De Voorzitter,

EMILE TIBBAUT.

(1) Zie nota Sirey, 1910. 2 225.

(2) Zie COLIN EN CAPITANT. *Droit civil*, 1923 bl. 51 en volgende. Zie VAREILLE SOMMIÈRES, *Une théorie nouvelle sur la non-rétroactivité des lois*. Rev. 1893. REYERAND. *La non-rétroactivité des lois*. Paris, 1907.